

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

SAMEDI 2 AVRIL 1977

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX: 0,50 F.

EDITORIAL GUADELOUPE: AU DISCOURS D'AUROUSSEAU UNE SEULE REPONSE: LA LUTTE!

La situation demeure stationnaire dans le secteur sucrier. Une dernière réunion paritaire, il y a environ une semaine n'avait débouché sur rien. Les patrons de ce secteur continuent à part le règlement du contentieux de 1976 concernant le SMIC et l'alignement des salaires agricoles sur l'industrie, à refuser toute augmentation de salaire, pas même les 3% réclamés par l'UGTG!

Quant aux petits planteurs, les usiniers et l'administration entendent toujours ne leur proposer que 102 Frs pour ceux qui produisent plus de mille tonnes et 109 Frs pour ceux qui en fournissent moins pour une richesse de 9. La réunion de Bruxelles qui doit se tenir dans les jours prochains examinera le problème du prix de la canne, mais d'ores et déjà l'on sait qu'il n'en sortira pas grand'chose. Et ce n'est certainement pas les 3 Frs proposés par le Conseil Général à prélever sur les fonds du FIDOM qui donneront satisfaction aux petits planteurs.

Alors que les prix de toutes les marchandises de première nécessité ne cessent d'augmenter, que les dépenses d'entretien et de culture de la canne elles aussi augmentent, les capitalistes sucriers et l'administration coloniale à leur dévotion veulent forcer les travailleurs et les petits planteurs à recommencer la campagne 77 avec des salaires largement entamés par l'inflation et un prix dérisoire de la tonne de cannes.

La grande majorité des planteurs et des ouvriers agricoles et industriels a donc raison de refuser de commencer la récolte dans de telles conditions. Ceux-ci ont également raison de vouloir se battre jusqu'au bout pour obtenir satisfaction. Un certain nombre de travailleurs abusés par les propos du préfet Arousseau à sa descente d'avion et par les communiqués mensongers de FR3 et de France-Antilles annonçant: "la campagne sucrière, c'est parti", ont repris le travail sur certaines habitations, et bien souvent sous la protection de CRS et de bandes armées. Voilà quelle est la réponse du colonialisme et du

(suite en page 2)

MARTINIQUE

HALTE AU SCANDALE DES EXPULSIONS DE TRAVAILLEURS!

Les travailleurs haïtiens et saint-luciens sont de nouveau victimes d'expulsions de Martinique. La police se vante en effet d'avoir chassé ces jours derniers, trois à quatre travailleurs émigrés par jour. Les prétextes invoqués par cette répression sont que les étrangers occupent des emplois au détriment des travailleurs martiniquais pour des salaires plus bas et aussi qu'un problème de naturalisation se pose pour les enfants des Martiniquais avec les étrangers!

En réalité il s'agit là pour les capitalistes d'expulser toute une population

qui, dès qu'elle est mieux au courant de ses droits, peut choisir de s'engager dans la lutte aux côtés des travailleurs martiniquais.

Et pour justifier ces expulsions, voilà que France-Antilles, ce journal des patrons, se découvre soudain une vocation de défenseur des travailleurs martiniquais en ajoutant à son "argumentation" la pointe raciste habituelle. Non, les travailleurs étrangers ne sont pas nos ennemis. Notre ennemi, le véritable étranger dans ce pays, celui qui organise le chômage et les bas salaires, c'est le capitalisme dont France-Antilles est le défenseur.

Martinique

LE FRONT POUR L'AUTONOMIE: UNE NOUVELLE MANOEUVRE ELECTORALISTE DU P.C.M.

Le P.C.M. annonce dans le dernier numéro de "Justice" la résolution prise par son comité central de proposer aux partis qui se sont prononcés pour l'autonomie (P.P.M., P.S.M.) la constitution d'un "Front pour l'autonomie".

Car, pour résoudre les problèmes créés par la situation coloniale, la "seule solution", dit le P.C.M., c'est la "libération nationale de notre peuple". C'est donc dans ce but de libération nationale que se créerait ce front pour l'autonomie.

Mais ce qu'entend le P.C.M. par "libération nationale", ce n'est pas une lutte farouche contre le système colonialiste français, ce n'est pas un appel de toutes les couches populaires à se mobiliser en masse contre l'opposition coloniale, ce n'est pas l'organisation unitaire des travailleurs contre les patrons, le préfet et leurs valets. Non, le P.C.M. se contente d'entraîner des travailleurs au combat électoral. Il ne propose l'unité aux autres partis de gauche que dans le seul but de renforcer les rangs de l'union de la gauche en France aux prochaines élections législatives.

Voilà donc à quoi se réduit ce "Front pour l'autonomie" présenté par le P.C.M. comme un puissant levier pour la libération des masses antillaises: une simple alliance électorale en vue de participer

au jeu qu'organise la bourgeoisie à sept mille kilomètres d'ici.

Non, les travailleurs n'ont rien à attendre des élections, ni de la venue au gouvernement de la gauche en France. Leur sort ne changera que le jour où ils décideront de le prendre en mains eux-mêmes, et ici même, une bonne fois pour toutes.

TABLE RONDE

A FR3 GUADELOUPE

Lundi, 13h30: Table ronde sur les problèmes de la récolte sucrière:
Avec Albert Leroy de la CGTG, Rosan Mournien de l'UGTG, et un représentant des patrons.

Directeur de publication: M.E.ZOZOR
Commission Paritaire: N° 51728
Correspondant du Journal: G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal: Pointe-à-Pitre

8^{ème} supplément au mensuel N°72

EDITORIAL

(SUITE)

patronat aux légitimes revendications des travailleurs.

Alors que Aurousseau fait de beaux discours sur la sagesse et invite les travailleurs et les petits planteurs à commencer la coupe, il place dans le même temps ses gendarmes et ses képis rouges autour des champs afin d'encourager les briseurs de grève.

Aucun travailleur épris de dignité et de liberté ne peut accepter de travailler sous la surveillance des forces de répression coloniale. Aurousseau et les patrons croient avoir affaire à un peuple d'esclaves à qui il suffit de donner un ordre pour qu'ils obéissent et marchent au pas.

Travailleurs agricoles, travailleurs industriels et petits planteurs, prouvons leur le contraire, en poursuivant et en renforçant notre lutte !

FRANCE

UN BON EXEMPLE A SUIVRE

DES TRAVAILLEURS OCCUPENT UN MUSEE
APPARTENANT A LEUR PATRON.

Les ouvriers des filatures Schlumpf occupent un musée de voitures anciennes d'une valeur de 100 millions de francs actuels.

Leurs patrons, les frères Schlumpf, se sont réfugiés en Suisse. Ils sont en faillite. Mais ils n'ont pu emporter avec eux tous leurs biens, notamment ce musée de grande valeur.

Aussi, pour avoir la garantie que cette faillite des filatures ne se passera pas sur leur dos, les ouvriers ont mis la main sur une partie du capital - en l'occurrence ce musée de 100 millions, qu'ils ont ouvert d'ailleurs au public.

Pour les travailleurs mettre la main sur les biens, sur le capital, et y compris sur les biens personnels des patrons, c'est un moyen efficace de riposter aux licenciements.

"Ce musée est notre musée. Il est le fruit de notre travail" ont déclaré ces travailleurs de la région de Mulhouse, en France. Et ils ont bien raison.

Et ici, il y aurait bien des saisies à opérer ainsi sur des entreprises qui ferment leurs portes et jettent tout simplement leurs ouvriers à la porte.

Voilà donc un exemple qu'il faudrait suivre !

ABONNEZ-VOUS

AU MENSUEL

COMBAT OUVRIER

ZAIRE

De l'indépendance à la dictature de Mobutu

On se rappelle les événements qui avaient jeté le Congo dans des troubles sanglants où l'impérialisme américain et belge, soit directement, soit sous le couvert de l'ONU, avait joué un rôle important.

Il s'était agi à l'époque d'écarter les tendances les plus radicales du nationalisme congolais. Chaque groupe d'intérêt capitaliste avait joué sa carte. Ainsi, Tschombé avait été l'homme de l'Union Minière (consortium minier belge et européen). C'est lui qui avait formé - avec les finances des capitalistes belges - les fameux "gendarmes katangais" encadrés des "affreux", ces mercenaires européens venus défendre, contre argent, les "droits" des sociétés capitalistes au Congo.

En effet, quelques mois après l'indépendance du Congo, le 30 juin 1960, le Katanga faisait sécession sous la direction de Moïse Tschombé, suivi de près par le Kasai, également région minière.

Dans la capitale, Lumumba s'attachait à donner à l'ancienne colonie belge l'aspect d'une véritable indépendance et prenait position contre la sécession des deux régions les plus riches en minerais métalliques et en uranium. Devant la décomposition et la rébellion de l'ancien-

ne armée coloniale, il faisait appel à l'ONU qui entraînait alors dans les affaires du Congo, non pas pour y défendre le droit de ce pays à une réelle indépendance, mais pour y être l'instrument des intérêts impérialistes, et en particulier américains et belges.

Jugé gênant, Lumumba était assassiné. Puis, après bien des péripéties, un gouvernement civil, placé à l'ombre des militaires de Mobutu, lui-même créature des Américains, était mis sur pied pour préserver l'apparence d'un état indépendant. Tschombé, qui lui aussi devenait gênant, pour avoir des ambitions de jouer un rôle trop personnel était éliminé : enlevé en 1969 et jeté dans une prison en Algérie où il devait mourir.

En 1966, Mobutu se décide à écarter le président Kasavubu et met fin à la comédie démocratique. Depuis il règne sans partage, et sans ennui avec l'impérialisme dont il protège soigneusement les intérêts.

C'est cette dictature de Mobutu que le nouveau bruit de bottes qui s'est fait entendre le mois dernier dans cette partie d'Afrique, visait à remettre en question.

GUADELOUPE

ELECTIONS MUNICIPALES LES RAISONS DU SUCCES DU MSG

Les dernières élections municipales ont fait apparaître en Guadeloupe une très nette poussée du M.S.G. (Mouvement Socialiste Guadeloupéen). En effet, non seulement ce parti conserve toutes les municipalités qu'il détenait depuis 1971 mais en outre il en gagne d'autres : Petit-Bourg et Baie-Mahault par exemple. Cette poussée du M.S.G. s'explique par deux raisons :

La première, c'est que le M.S.G. apparaît aux yeux de la population, et en particulier aux yeux d'une large fraction de la petite-bourgeoisie, comme un parti d'opposition à la politique actuelle du gouvernement français en Guadeloupe. La seconde tient au fait que tout en s'opposant au gouvernement, le M.S.G. ne souhaite aucune rupture avec la France sous quelque forme que ce soit. Il apparaît ainsi sous ce double aspect comme un mouvement d'opposition réaliste, et en plus, libre de toute idéologie et typiquement guadeloupéen.

Le M.S.G. est en fait le parti qui exprime le mieux les aspirations d'une large fraction de la petite-bourgeoisie intellectuelle de la Guadeloupe, qui tout en refusant l'assimilation complète à la France, entend tout de même conserver les avantages matériels (qui, pour certains, sont loin d'être négligeables). C'est en grande partie ces raisons qui font que le M.S.G. devance les autres partis d'opposition.

FR3 GUADELOUPE

QUAND LE PCG A LA PAROLE

Suite à une manifestation du P.C.G. et devant les bureaux de FR3 mercredi soir, Guy Daninthe, secrétaire général du parti communiste guadeloupéen et Henri Rodes du Progrès Social participaient jeudi 31 mars à l'émission de 13 heures. Etait également présent Jean-Pierre David, directeur de l'information. Dès le début, ce dernier, pour tenter de se justifier laissait entendre qu'à plusieurs reprises les dirigeants du PCG avaient été invités à des émissions et que c'étaient eux qui régulièrement déclinaient les invitations. Mais toutes ces plates excuses devaient être réfutées et par la réponse de Daninthe lui-même et par celle de Rodes.

Des faits précis furent reprochés à la station : lors du passage de Tazieff une réunion regroupant plus de 2.000 personnes s'était tenue à Basse-Terre : FR3 n'en rendit pas compte.

Le tribunal administratif statue sur les élections de Sainte-Anne et se prononce pour un ballottage entre la liste Ibéné et la liste Baptiste, à FR3 un journaliste annonce l'annulation des élections et la mise en place d'une délégation par la préfecture.

Voilà qui, conclut Henri Rodes, suffit pour montrer que le souci de FR3 n'est pas d'informer mais de déformer.